

N° DP 25/129

DECISION DU PRESIDENT

REMBOURSEMENT D'UN AGENT DE LA METROPOLE TPM SUITE A UNE SAISIE SUR SALAIRE POUR UN DEFAUT DE MISE A JOUR DU CONTROLE TECHNIQUE DE VEHICULE DE SERVICE

Le Président de la Métropole

VU le Code général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26/12/2017 portant création de la Métropole TPM,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégation au Président et au Bureau,

CONSIDERANT que M. Jonathan BARBER, chargé d'opérations au sein de la Direction du Patrimoine Bâti, est amené à utiliser les véhicules de service de la Métropole TPM dans l'exercice de ses fonctions,

CONSIDERANT que le 05 juin 2024, lors d'une visite de chantier, M. BARBER a été contrôlé par la police urbaine alors qu'il utilisait un véhicule de service appartenant à la Métropole de TPM,

CONSIDERANT que les forces de l'ordre ont constaté un défaut de contrôle technique sur ledit véhicule et ont enregistré l'identité de M. BARBER en tant qu'utilisateur, sans qu'il soit responsable de l'entretien et du suivi administratif de ce véhicule,

CONSIDERANT qu'il s'est avéré qu'il y a un manquement de la Métropole TPM dans le suivi de la date de passage du contrôle technique de ce véhicule de service,

CONSIDERANT que M. BARBER a été informé par sa banque, d'une saisie administrative à tiers détenteur d'un montant de 375 euros en lien avec cette infraction,

CONSIDERANT que la somme de 375 euros a été débitée du compte courant de Monsieur BARBER le 09/01/2025,

CONSIDERANT qu'il convient de rembourser cette somme à Monsieur BARBER,

CONSIDERANT que cette sanction financière résulte de la responsabilité de la Métropole TPM et non de M. BARBER en sa qualité d'agent utilisateur,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ACCORDER le remboursement de la somme de 375 euros indûment prélevée sur le compte bancaire de M. BARBER au titre de la saisie administrative à tiers détenteur.

ARTICLE 2

DE DIRE que le remboursement sera effectué par virement bancaire sur le compte de M. BARBER dès validation de la présente décision et transmission des justificatifs nécessaires.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2025, article 65888, service DRH.

La présente Décision sera

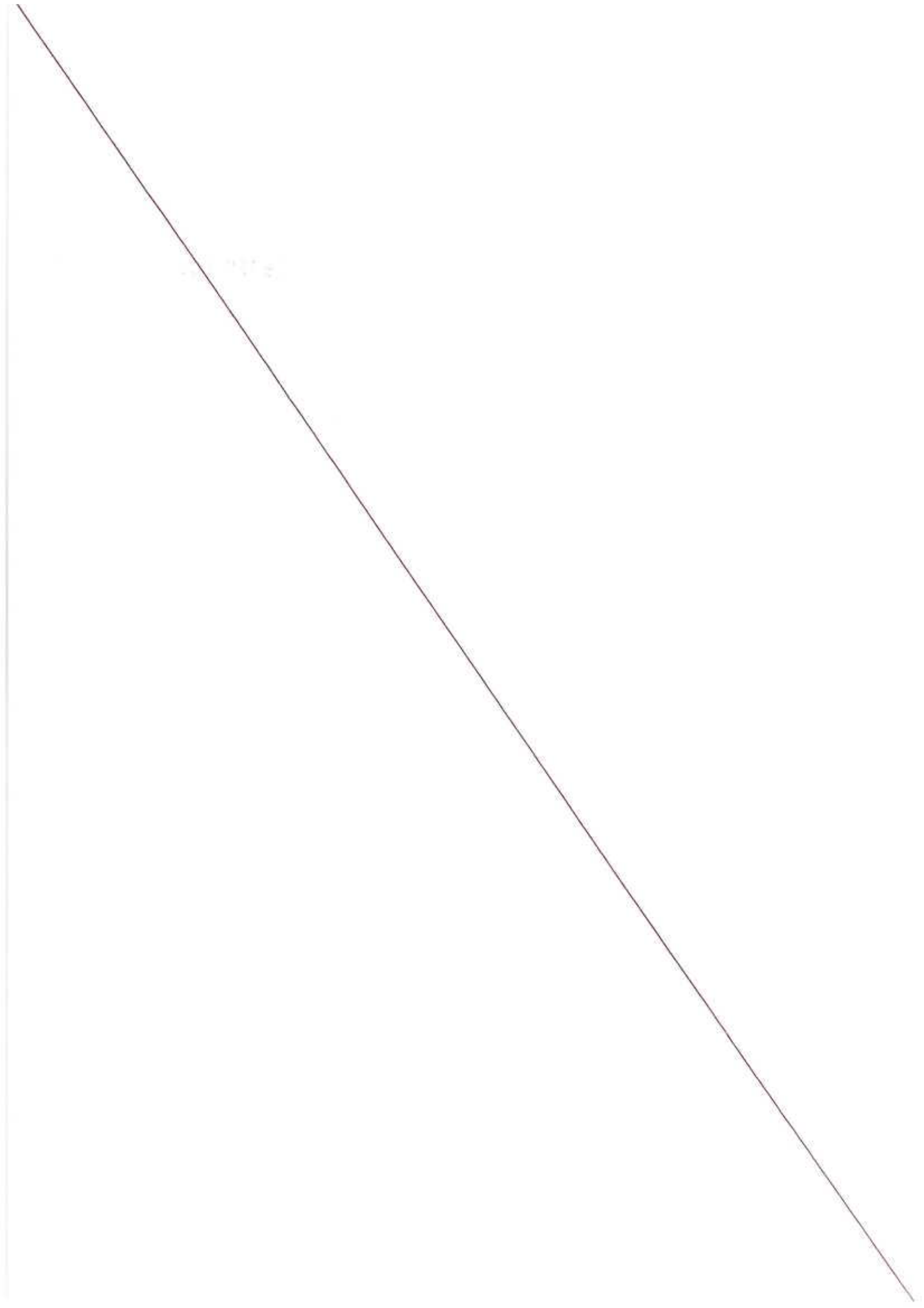
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **19 FEV. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





Centre des Finances Publiques de VAR AMENDES
155 RUE ST BERNARD CS 10233
83081 TOULON CEDEX
Tél : 04 94 12 53 30
09H00:12H00-13H00:16H00 LMMJV COURRIEL OU
TELEPHONE
IBAN : FR58 3000 1008 3183 9F00 0000 085
BIC : BDFEFRPPCCT



LIL_AMD-032

**AVIS
DE SAISIE ADMINISTRATIVE
A TIERS DETENTEUR**

Trésorerie de VAR AMENDES
155 RUE ST BERNARD CS 10233
BAT C
83081 TOULON CEDEX

BARBER JONATHAN GREGORY

Toulon, le 4 février 2025

Madame, Monsieur,
Vous n'avez pas payé les sommes dues à ma caisse (amendes, condamnations pécuniaires, forfait de post-stationnement majoré...). Je suis donc dans l'obligation d'en poursuivre le recouvrement.

Une saisie administrative à tiers détenteur est exercée à votre encontre et a été notifiée au tiers détenteur désigné ci-dessous (banque, employeur, locataire, organisme d'assurance ...).

La saisie administrative à tiers détenteur emporte attribution immédiate des fonds, à hauteur des sommes réclamées. Cette attribution se réalise :

► dans la limite du respect du solde bancaire insaisissable (article L. 162-2 du code des procédures civiles d'exécution). Votre banque doit ainsi laisser à votre disposition, quelle que soit la composition du foyer, dans la limite du solde créditeur du ou des comptes au jour de la saisie, une somme égale au montant forfaitaire mentionné à l'article L. 262-2 du code de l'action sociale et des familles. Le montant des frais bancaires afférents à la saisie administrative à tiers détenteur perçu par les établissements de crédit ne peut dépasser 10 % du montant dû au Trésor public, dans la limite d'un plafond fixé par décret (article L. 262 du livre des procédures fiscales). Dans le cas où la saisie administrative à tiers détenteur porterait sur un ou plusieurs comptes bancaires crédités d'une créance insaisissable, le montant de cette créance viendra en déduction du solde du compte, conformément à l'article R. 112-5 du code des procédures civiles d'exécution.

► dans la limite du respect de la quotité saisissable, en matière de saisie-rémunération (articles L. 3252-2, L. 3252-3, R. 3252-2 et R. 3252-3 du code du travail) ;

► dans la limite de la valeur de rachat des droits à la date de notification, en matière de saisie sur contrat d'assurance rachetable.

Si vous ne vous acquittez pas immédiatement de votre dette, le montant rendu indisponible me sera directement versé dans les trente jours qui suivent la réception de la présente saisie administrative à tiers détenteur.

Vous pouvez également demander à votre établissement bancaire de me verser immédiatement les fonds qu'il aura rendu indisponibles. Dans ce cas, vous devez lui renvoyer, en le remplissant, le formulaire ci-joint.

Toute contestation relative à la régularité formelle de cet acte doit être portée dans le délai de deux mois à compter de la présente notification devant le directeur départemental ou régional des finances publiques du département dans lequel a été prise la décision d'engager la poursuite (articles L. 281 et R. 281-1 du livre des procédures fiscales).

Pour toute question ou complément d'information, vous devez impérativement contacter le service désigné ci-dessus.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée

Le Comptable public,
par procuration
Bernard ROUANET

Références à rappeler IMPERATIVEMENT à CHAQUE VERSEMENT

N° créance : 03.1.24.065007.2 (détail sur le bordereau de situation joint)

N° compte : BARB81161AA

DATE DE NAISSANCE :

LIEU DE NAISSANCE :

TOTAL RESTANT DU

375,00 €

TIERS DETENTEUR(S)

CRCAM PROVENCE COTE D AZUR
AG TOULON
27 BD DE STRASBOURG
83050 TOULON
compte bancaire : touscomptes
40 2500000334 41

TRES. VAR AMENDES
CS 10233
83081 TOULON CEDEX
TEL : 04 94 12 53 30

AMENDES ET CONDAMNATIONS PECUNIAIRES
BORDEREAU DE SITUATION EN DATE DU 13.01.2025

COMPTE NO 08081161AA

CREANCE(S) *****

031242650072 INFRACTION DU 05.06.2024 12H15 A TOULON AVENUE DU 15EME CORPS VEHICULE RENAULT FH-299-AC
CONSTATE PAR POLICE URBAINE
12523 MAINTIEN EN CIRCULATION DE VEHICULE DE TRANSPORT SANS VISITE TECHNIQUE PERIODIQUE-PTAC <CU=3,ST
JUGEMENT NO 00065024 6003017228
PRONONCE LE 23.09.2024 PAR OFF.MINISTERE PUBLIC TOULON TOULON CEDEX TEL : 04 22 00 15 70
BP 5502 83097 TOULON CEDEX
AVIS LE 03.10.2024

ACTION(S) ENGAGEE(S) *****

OPPO.ADM.BQ DU 09.01.2025 NUMERO 25 00000334

TRES. VAR AMENDES
CS 10233
83081 TOULON CEDEX
TEL : 04 94 12 53 30

AMENDES ET CONDAMNATIONS PECUNIAIRES
BORDEREAU DE SITUATION EN DATE DU 13.01.2025

COMPTE NO BAR801161AA

M BARBER JONATHAN GREGORY

NE(E) LE
ORIGINE ADRESSE : PC 13.01.2025

REFERENCE CREANCE	DATE DES FAITS	DATE TITRE EXECUTIF	NO ROLE	NO PV OU TITRE	NO VEHICULE	I	PRISE EN CHARGE	I	ANNULATION	I	RECouvreMENT (1)	I	SOLDE
031240650072	05.06.2024	23.09.2024	00065024	6093017220	FH-299-RC	I	375,00	I	0,00	I	0,00	I	375,00 E
SOUS-TOTAL AMENDE(S)						I	375,00	I	0,00	I	0,00	I	375,00 E
FRAIS DE POURSUITES						I	0,00	I	0,00	I	0,00	I	0,00 E
FRAIS DE POURSUITES - PROVISION						I	0,00	I	0,00	I	0,00	I	0,00 E
AUTRES RECouvreMENTS						I		I		I	0,00	I	0,00 E
TOTAL DU COMPTE						I	375,00	I	0,00	I	0,00	I	375,00 E

MONTANT RESTANT DU EN EUROS : 375,00 E

1 CREANCE(S)
1 ACTION(S)

